



Lundi 5 février 2024

Paysans, salariés du public et du privé : c'est aux capitalistes et à leurs représentants qu'il faut s'en prendre !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes !

La colère paysanne a ravivé la colère ouvrière

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1^{er} février. Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée.

Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les

salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

Pour un mouvement d'ensemble !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.



Une première victoire qui en appelle d'autres

Grâce au débrayage à PSA Poissy d'une centaine de travailleurs du Montage le 15 janvier, et à une vague de débrayages sur d'autres sites, la direction a reculé sur les 2 semaines de congés en août et en a cédé 3. Mais elle continue de vouloir nous voler la 4^e semaine de congés payés, elle veut la mettre fin octobre, décembre ou janvier pour éviter de nous payer le chômage.

PSA : vague de colère pour disposer des congés

Fin janvier il y a eu 500 grévistes à PSA Caen, 500 à PSA Hordain, 200 et 150 grévistes à PSA Sochaux. Ces derniers jours, les débrayages se sont multipliés après celui de PSA Poissy du 15 janvier. Les grévistes revendiquaient contre les 2 semaines de congé en été, pour 3 semaines minimum et pour que la 4^e semaine reste à dispositions des salariés et pas du patron.

Au final sur plusieurs sites, la direction a reculé en accordant 3 semaines, et a cédé sur la 4^e. Sur certains sites le bras de fer continue. Ce qui est sûr c'est que cette vague de débrayages a fait peur à la direction, mais on sait aussi qu'elle va revenir à la charge en 2025 et 2026. On l'attend de pied ferme.

Bas les pattes !

Dans le projet de la direction, seul 1 salarié sur 6 par aire UEP sera autorisé à prendre des RTT ou des congés d'ancienneté, mais pas de congés payés, pour avoir une semaine accolée aux 3 semaines d'été. C'est une opération de vidage de nos compteurs... à son profit. Congés et RTT sont le fruit de notre travail, pas question que la direction y touche !

À l'Emboutissage aussi la solidarité ça paye !

À l'Emboutissage, lundi 29 janvier, équipe A et B, la quasi-totalité des salariés ont débrayé. En effet, ils étaient seuls dans l'usine encore menacés de 2 semaines de congés en août, car la direction veut produire en été semaine 31 pour PSA Hordain. L'après-midi, les grévistes sont allés en cortège au B2 sur les chaînes pour discuter des congés avec ceux du Montage.

Face à cette détermination, les grévistes ont gagné, dès le lendemain, les chefs annonçaient qu'ils ne prendraient que de vrais volontaires semaine 31 et tous ceux qui le souhaitent auraient 3 semaines de congés en août.

Responsables et bureaucrates peu motivés

Pendant le débrayage à l'Emboutissage, les grévistes ont obligé les responsables du secteur à sortir de leurs bureaux tranquilles pour venir s'expliquer devant tous. Les grévistes leur ont expliqué que s'ils voulaient de la production semaine 31, ils n'avaient qu'à faire une équipe de volontaires avec les grands chefs et leurs amis les syndicalistes qui signent des accords pourris. Ils tiraient la tronche. Pourtant on croyait qu'ils tenaient absolument à fournir les clients ?

Ressources inhumaines

La direction envoie au Montage en mutation forcée les salariés du Ferrage et de la Peinture. Elle prétend qu'il y a un sureffectif de 121 salariés sur le site. Elle a déjà viré 300 intérimaires, ce qui est écœurant et veut les remplacer par des salariés PSA non-volontaires. Ces derniers ont parfois des restrictions médicales et la direction envoie des salariés de plus de 56 ans en ne respectant même pas ses propres règles de limite d'âge.

Elle sait très bien que des salariés ne tiendront pas le coup physiquement... elle espère des démissions. Là aussi cette stratégie est à vomir.

R-Andon-s nos conditions de travail acceptables !

La direction est train de passer certains secteurs du Montage de 38 véhicules/heure à 40 ou 42. La bonne réponse c'est de ralentir et de tirer Andon.

Si ça coule, la direction ira elle-même repêcher sa production et ses records. Elle veut des voitures ? Elle n'a qu'à maintenir les postes et augmenter les effectifs en embauchant au lieu de faire le contraire.

Tour de passe-passe d'arnaqueur

Depuis 2 mois, le secteur Packs batteries n'est plus lié administrativement au Ferrage, mais au Montage. La direction avait prévu un petit stratagème : contraindre des salariés des Packs à aller au Montage en disant hypocritement que ce n'est pas une mutation forcée puisqu'ils appartiennent déjà au Montage !

Aux Packs comme ailleurs on s'en moque de leurs arguments, on veut rester sur nos postes ou partir sur ceux qu'on choisit vraiment.

Vente à la découpe

Au B1, le secteur de préparation des voitures pour les journalistes va être transféré au 1^{er} mars à la filiale commerce « Stellantis and You ». Perte de rémunérations, d'avantages, fin de la possibilité de partir en plan senior 3 ans avant la retraite... les salariés ne sont même pas assurés de rester physiquement à moyen terme sur le site de Poissy, ils pourraient être envoyés dans des garages comme à Nanterre. Pour avoir un avenir, les salariés devront s'unir et exiger des garanties.

Tavares se la pète

Tavares s'est vanté d'une trésorerie de Stellantis de 26,5 milliards d'euros, et a évoqué la possibilité du rachat d'un autre groupe en difficulté : Renault, Ford ou General Motors. Pour acquérir Renault, il se positionne comme le meilleur acheteur car il n'est pas le seul sur le coup : Volkswagen et Geely-Volvo le seraient aussi. Dans ce Monopoly géant entre charognards, il est de bon ton de se montrer sans pitié, les actionnaires adorent ça... Mais aussi de raconter n'importe quoi aux journalistes pour se faire remarquer.

Ces guerres entre capitalistes se font surtout avec la peau des travailleurs menacés de perdre leur emploi.